

Veau, vache, froment ou quoi?

Autor(en): **Jaggi, Yvonne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 1880

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009862>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La question préalable

André Gavillet • 16 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15083>

Succession de Leuenberger et Merz: le paradoxe d'une élection dépolitisée au moment où se posent des questions cruciales d'orientation gouvernementale

Tout devrait se passer comme prévu, sauf accident. Un-e socialiste remplace un socialiste et un-e radical-e, un radical. L'enjeu se limiterait au choix des candidats. Déjà moulins et lobbies ont commencé à moudre.

L'élection ne sera que complémentaire. Inutile d'anticiper sur le renouvellement général de l'Assemblée fédérale, agendé l'an prochain. Tel est le langage apaisant que MM. Levrat et Pelli tiennent de concert, politiquement désamorcé.

Et pourtant socialistes et radicaux, forts d'une

cinquantaine de voix chacun, sont loin, fort loin, de la majorité absolue. Si 60 votes UDC, et 20 écologistes, font défaut, l'appui du PDC pourrait se révéler indispensable, donc monnayable. Et, ô horreur, socialistes et radicaux pourraient poser des conditions à leur appui réciproque. La boîte de Pandore est à refermer au plus vite. Rien de politique. Ce n'est qu'une élection complémentaire.

Vu de l'extérieur

La Suisse n'a pas encore trouvé sa place naturelle au sein de l'Europe. Ce constat est le fait majeur qui doit guider l'action. L'objectif c'est le repositionnement. Et il implique des relations de confiance avec l'Union européenne.

Comme *Domaine Public* l'a exposé, avec insistance, la

question première à régler ce n'est pas l'imposition de l'épargne, qui sera l'objet de négociations, difficiles mais prévues de longue date. En revanche, la liberté abusive prise par certains cantons pour l'imposition des holdings et des sociétés d'administration doit être corrigée, sans négociation, par notre propre décision.

L'élection de deux conseillers fédéraux, notamment du radical dont le vote peut décider d'une majorité dans le collège, doit faire l'objet d'une discussion politique publique et d'un engagement. Et, sous l'épreuve de force, la question qu'il faudra bien trancher: quelle coalition gouvernementale? avec ou sans l'UDC? Au parti socialiste de la poser déjà lors de cette élection – qui est non pas complémentaire, mais préalable.

Veau, vache, froment ou quoi?

Yvette Jaggi • 21 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15131>

Cultiver ou élever. Les paysans suisses font plutôt du blé ou du bovin, question de rentabilité et de marchés

Les cours du blé flambent sur le marché mondial, mais le bas prix payé aux producteurs suisses les incitent à troquer la culture de céréales panifiables contre l'élevage de bétail. Une conversion radicale qu'il sont de plus en plus nombreux à tenter, à l'exemple de [Felix Burri](#) ⁵.

Ce paysan de Kloten fait actuellement construire, sur une parcelle de 550 ares, une étable pour 34 vaches et 100 veaux d'élevage ainsi que divers locaux d'exploitation. Le tout représente un investissement de 2,3 millions de francs, qui devrait lui permettre de faire vivre sa famille de quatre personnes.

Felix Burri le sait: son pari est osé, et le risque pris multiple. Avait-il pensé aux campagnes anti-viande qui se développent sous nos

latitudes? A défaut, le rappel n'aura pas tardé, sous la forme d'un article également paru dans le *Tages-Anzeiger* du 14 août, tout juste six pages plus loin que le reportage consacré à sa conversion emblématique. Il s'agit en fait de la recension d'un [livre](#) ⁶ sur le maltraitement des animaux de rente élevés en nombre – de quoi rendre végétarien tout lecteur sensible.

Mais le métier de paysan, traditionnellement difficile,

comporte désormais d'autres exigences qu'un savoir faire étendu, un besoin de formation continue, le goût du risque entrepreneurial. Il y faut désormais une fine compétence en matière de comptabilité d'exploitation et un réel talent pour le repérage et la mise en œuvre de sources de revenus complémentaires: ventes directes aux consommateurs désireux de s'approvisionner en dehors des circuits commerciaux, tourisme rural et accueil à la ferme de personnes en mal d'intégration, etc.

Et, par-dessus tout le reste, il faut du courage pour rester sur la terre. Malgré des conditions économiques dégradées par les grands distributeurs, par la concurrence internationale, par la politique agricole. Les paysans observent que la moindre cause de hausse du pétrole, repérée quelque part dans le monde, entraînent, par un enchaînement immédiat, une hausse de l'essence à la pompe. Inversément, quand les cours du blé s'envolent sur les marchés

mondiaux malgré l'existence avérée de stocks en suffisance, quand par exemple le boisseau de blé prend plus de 50% en deux mois à la bourse de Chicago, les prix des meilleurs blés suisses poursuivent leur glissade vers le bas, sans frein puisque les prix indicatifs ont disparu depuis 2008. Les prix payés pour les céréales panifiables cultivées en Suisse ont diminué de moitié en moins de vingt ans. Pour couronner le tout, la Confédération a choisi le 1er juillet 2010 pour abaisser une nouvelle fois le droit de douane sur la farine importée. Et comme les transformateurs-meuniers, qui se comportent en cartel efficace, ne cèdent pas un centime de leur marge, la pression extérieure s'exerce à plein sur les producteurs-cultivateurs.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de la diminution des surfaces emblavées. L'offre indigène de céréales panifiables suffit encore à couvrir les besoins des meuneries. Pour combien de temps? Combien de paysans prendront-ils «l'option-viande»,

dont la rentabilité repose notamment sur l'importation de céréales fourragères à des prix relativement avantageux?

La lutte contre la Suisse comme îlot de cherté, la garantie d'une alimentation saine produite et vendue à des conditions équitables ainsi que la conduite d'une politique agricole équilibrée semblent des objectifs difficilement conciliables – pour ne rien dire de la question des OGM. De quoi interpeller le PS et singulièrement sa candidate Simonetta Sommaruga, issue des milieux consommateurs et sénatrice d'un canton qui comprend un sixième des surfaces agricoles de toute la Suisse.

De son côté, une fois de plus l'UDC crie Halte⁷ à la destruction de l'agriculture suisse, victime de la concurrence européenne, de la bureaucratie de Bruxelles, des distributeurs avides et des consommateurs inconséquents. La moindre des choses pour un parti vert-champ qui arborait un épi de blé sur son drapeau, comme d'autres la rose au poing.

Par quoi remplacer le service militaire obligatoire?

Daniel Schöni Bartoli • 10 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15052>

La nouvelle initiative du GSsA pourrait ouvrir un débat plus large que le sempiternel pour ou contre l'armée

On peut distinguer plusieurs types d'objectifs au lancement d'une initiative populaire: elle peut viser à positionner un parti¹² avant les élections fédérales, elle peut aboutir à

réellement changer la Constitution ou simplement elle lance un débat en modifiant quelque peu la donne. Il est probable que l'initiative populaire Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire¹³ lancée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sera de ce troisième type.

Cette initiative propose de

modifier l'article 59 de la Constitution fédérale en remplaçant l'obligation de servir par son contraire: «*Nul ne peut être astreint au service militaire*». Elle prévoit également la mise sur pied d'un «*service civil volontaire*». Au surplus, elle mentionne encore une «*juste compensation pour la perte de revenu des personnes qui effectuent un service*» et une aide